



L'EDITO CFTC DGFIP



Édition 2026 - Trimestre 1

Syndicat constructif et représentatif

Sommaire :

- Page 1 :**
Edito – Sans budget mais avec les agents
- Page 2 :** Femmes à la DGFIP – La responsabilité des gestionnaires publics – Une année noire
- Page 3 :** Inclusion Personnes en situation de handicap – IA : l'intelligence artificielle qui surgit dans notre quotidien – Election aux conseils de Promotions dans les ENFIP
- Page 4 :** Baromètre CPO 2025 : un avertissement pour la DGFIP



Sans budget, mais avec les agents : la DGFIP sous pression en 2026

Une nouvelle année s'ouvre sans budget, mais avec toujours plus de contraintes pour les agents de la DGFIP. Derrière les urgences et les charges accrues, des femmes et des hommes tiennent les services, souvent au prix de leur santé. La CFTC DGFIP reste pleinement mobilisée à leurs côtés.

L'année 2025 s'est terminée, comme la précédente, sans budget voté pour la France.

Cela n'est pas sans conséquences sur le fonctionnement des services de la DGFIP. En effet, le retard pris dans la traduction des dispositions de la prochaine loi de finances dans les applicatifs et dans les textes réglementaires, devra être absorbé par les équipes qui en ont la charge dans un temps restreint. Les agents de la DGFIP dans leur ensemble devront une nouvelle fois, assimiler les modifications des règles fiscales sous la pression d'un délai raccourci, parce que les campagnes déclaratives ne seront pas décalées.

Les agents de la DGFIP sont d'excellents fonctionnaires, reconnus au moins en parole par l'exécutif de notre pays. C'est sans doute pour cette raison qu'on leur demande toujours plus d'efforts en termes de charge de travail et de sacrifices en termes d'emplois supprimés. C'est au prix souvent de leur santé jusqu'à

parfois les conduire à des actes désespérés comme en témoignent les trop nombreux drames qui ont frappé la DGFIP en 2025.

C'est donc dans la difficulté que commence l'année 2026, sans qu'il soit utile d'évoquer les drames de l'actualité internationales ou autres.

Pour les fonctionnaires, elle se clôturera par les élections professionnelles en décembre 2026.

Soyez assurés que la CFTC DGFIP sera présente à ce rendez-vous de la représentativité. Nous continuerons à faire avancer notre conception d'un syndicalisme de proximité, de défense des agents et de dialogue au soutien de nos revendications pour de nouveaux droits au bénéfice de tous.

Malgré les difficultés et les épreuves, la CFTC DGFIP vous présente ses meilleurs vœux de bonheur, d'épanouissement et de bonne santé pour 2026 !

Contact :

Syndicat National CFTC Finances Publiques

Adresse :

Bâtiment Condorcet –
6 Rue Louise WEISS –
75013 Paris

Courriel :

syndicat-national@cftc-dgfp.fr

Site internet :

<https://www.cftc-dgfp.fr>

S'inscrire à la liste de diffusion :



2025 dans le rétro !



Femmes à la DGFIP

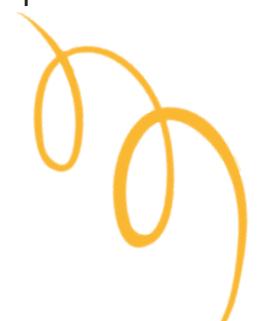
Parce qu'être une femme ne doit plus être une source d'inégalité à la DGFIP, la CFTC DGFIP est déterminée à faire bouger les lignes



La responsabilité des gestionnaires publics

Quelques faibles signaux semblent indiquer que la protection fonctionnelle pourrait évoluer dans un sens favorable aux agents. Cela demandera confirmation en 2026. La CFTC suivra le sujet.

La RGP : même la Ministre des Comptes Publics en parle... Article à lire ici



En 2025*, 19 collègues de la DGFIP ont mis fin à leurs jours alors que 19 autres actes désespérés sont à déplorer au cours de cette même année.

Le plan d'action de prévention présenté aux organisations syndicales à la FS de réseau du 30 octobre n'a pas obtenu l'approbation de l'alliance CFDT-CFTC qui le trouve insuffisant et inadapté.

Une année noire

* chiffres communiqués au 19 décembre



Inclusion Personnes en situation de handicap

La réalité du terrain est bien différente des préconisations pourtant documentées.

Théorie versus réalité, une grande enquête de la CFTC DGFIP en 2025



IA : l'intelligence artificielle qui surgit dans notre quotidien



Que faut-il en attendre ? Que doit-on redouter ?



Election aux conseils de Promotions dans les ENFIP :

La dynamique s'amplifie !





Baromètre CPO 2025 : un avertissement pour la DGFIP

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), une institution associée à la Cour des comptes, a publié le 27 novembre 2025 la troisième édition de son baromètre des prélèvements fiscaux et sociaux. Cette enquête, réalisée tous les deux ans, dessine une image contrastée : un attachement profond des Français au principe de l'impôt, mais aussi une inquiétude grandissante sur l'usage de l'argent public et la capacité de l'État à le gérer efficacement.

Pour les agents de la DGFIP, au cœur du service public fiscal, ces résultats ne sont pas anodins. Ils éclairent les attentes, les frustrations et les contradictions auxquelles ils sont confrontés au quotidien.

Les Français trouvent l'impôt trop élevé mais continuent d'y voir un acte citoyen. En effet, 78% jugent les impôts trop élevés. Pour autant, un élément demeure solide : 79% des sondés considèrent le paiement de l'impôt comme un acte citoyen. C'est un soutien clair à la légitimité de nos missions. En même temps, la fraude, l'évasion fiscale, l'optimisation ou encore l'expatriation sont des pratiques d'évitement qui choquent de moins en moins. C'est une dérive d'autant plus inquiétante que les moyens de contrôle diminuent.

Avec 72% des Français qui sont insatisfaits de l'utilisation de l'argent public et une confiance envers l'Etat qui passe de 33% en 2023 à 22% en 2025, le fossé se creuse entre décisions nationales et réalité de terrain. Pour les agents de la DGFIP, ce constat est familier : réformes incessantes, objectifs contradictoires, suppressions d'emplois, éloignement du service... La CFTC le dit depuis longtemps : l'État perd la confiance parce qu'il abîme ses propres services.

À la question « Comment améliorer la qualité des services publics ? », les réponses sont sans ambiguïté :

- 49% pensent que l'on peut améliorer les services en baissant les impôts ;
- 38% en les maintenant au même niveau ;
- seulement 7% acceptent une hausse.

Cette perception déconnectée des réalités de moyens illustre une tension forte. Les Français exigent un service public de qualité, mais refusent de financer ce qui le rend possible.

Dans ce contexte, les agents de la DGFIP sont régulièrement placés en première ligne des critiques, sans disposer des ressources suffisantes pour mener leurs missions — ce que la CFTC DGFIP dénonce depuis des années.

Concernant la transmission du patrimoine, 56% jugent les prélèvements trop élevés, mais 90% trouvent normal de transmettre son patrimoine même si cela accroît les inégalités. De même, les Français trouvent le système fiscal trop complexe, mais 64% jugent leur déclaration facile, et 90% saluent le pré-remplissage. C'est une reconnaissance directe du travail accompli par la DGFIP.

Ainsi, si les Français restent attachés à l'impôt, ils doutent de la gestion publique et attendent des services performants sans accepter d'y consacrer davantage de ressources. Ils réclament simplicité et efficacité, tout en comprenant parfois les pratiques d'évitement.

Pour la CFTC DGFIP, cela confirme l'urgence de :

- renforcer les moyens humains et techniques pour répondre aux attentes croissantes ;
- restaurer la confiance dans l'État en redonnant de la lisibilité à l'action publique ;
- mener une politique de lutte contre la fraude à la hauteur des enjeux ;
- revaloriser les missions de service public fiscal et douanier ;
- mieux reconnaître la technicité, l'engagement et la responsabilité des agents.

La DGFIP ne peut être durablement le bouc émissaire d'un système sous-financé.

Pour la CFTC, ce baromètre est un signal d'alarme : la confiance se délite, mais le civisme demeure.

Il appartient désormais aux pouvoirs publics de prendre leurs responsabilités pour réconcilier attentes citoyennes et moyens du service public.